



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2024



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -173,783 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2024 s'élève à -173,783 Md€ contre -185,551 Md€ à fin septembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+11,768 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une hausse des dépenses nettes de 0,557 Md€ et des recettes nettes de 13,297 Md€, ainsi que par une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,973 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 335,893 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,641 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,018 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,187 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,591 Md€, principalement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (1,888 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (0,925 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,054 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (1,946 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,053 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 2,438 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,854 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 2,190 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (2,056 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2024 s'élèvent à 335,893 Md€ contre 335,336 Md€ à fin septembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,557 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de personnel pour +7,607 Md€ (hausse prévue en LFI), des dépenses de fonctionnement pour +2,805 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +2,534 Md€, en raison du rythme de consommation des crédits), des dépenses d'investissement pour +1,194 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +1,182 Md€, hausse prévue en LFI) ainsi que de la baisse des dépenses d'intervention

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,076 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,515 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,058 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,048 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,912 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,986 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,653 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,656 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Santé** : 1,114 Md€, essentiellement au titre du programme « Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience » (1,068 Md€).

pour -5,409 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour -10,688 Md€, principalement la baisse prévue en LFI des crédits finançant les mesures de protection des consommateurs d'énergie, ainsi qu'aux missions "Travail et emploi" pour +2,682 Md€ et "Investir pour la France de 2030" pour +1,908 Md€, hausses prévues en LFI) et des charges de la dette de l'Etat pour -5,098 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour -4,606 Md€, en raison de moindres abondements du compte "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" par rapport à 2023).

Recettes du budget général (nettes) : 200,522 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 14,660 Md€ (montant essentiellement lié à l'échéance du 16 septembre) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 7,269 Md€, dont des recettes de prélèvements de solidarité pour 3,645 Md€, d'impôt sur la fortune immobilière pour 1,678 Md€ et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour 1,638 Md€ ;

► **TVA nette** : 6,669 Md€ ;

► **IR net** : 5,138 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,658 Md€, dont 1,504 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles** : 1,965 Md€ (principalement des recettes perçues en contrepartie de la prise en charge par l'Etat de frais de dégrèvement et de non-valeur, et des frais d'assiette et de recouvrement de TF) ;

► **TICPE nette** : 1,586 Md€ ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 0,973 Md€ (dont 0,446 Md€ versé par l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - AFITF) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,816 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,396 Md€, dont -2,070 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 227,728 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin septembre 2024 s'élèvent à 227,728 Md€ contre 225,145 Md€ à fin septembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,584 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation des autres recettes fiscales nettes (hors IR, IS, TICPE et TVA) pour +1,830 Md€ (écart lié à une augmentation des

recettes fiscales brutes de 2,540 Md€, principalement la TICFE, et des R&D à hauteur de 0,710 Md€), et des recettes d'IS net pour +1,639 Md€, hausse prévue en LFI, ainsi que par une baisse des recettes d'IR net de -0,967 Md€ (principalement en raison d'une augmentation des R&D à hauteur de 1,796 Md€).

Recettes non fiscales : 18,169 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2024 s'élèvent à 18,169 Md€ contre 9,568 Md€ à fin septembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+8,601 Md€) s'explique

essentiellement par des versements de l'Union européenne au titre de la "Facilité pour la reprise et la résilience" pour 7,483 Md€ comptabilisés en juin 2024, mais intervenus au mois de décembre en 2023.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -51,256 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin septembre 2024 s'élèvent à -51,256 Md€ contre -52,572 Md€ à fin septembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,315 Md€) s'explique par de

moindres PSR au profit de l'Union européenne pour 2,241 Md€, baisse des prélèvements prévue en LFI, et par une augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales pour 0,926 Md€, hausse des prélèvements prévue en LFI.

Fonds de concours et attributions de produits : 5,882 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin septembre 2024 s'élèvent à 5,882 Md€ contre 5,084 Md€ à fin septembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,797 Md€) s'explique essentiellement par des versements de SNCF SA pour 0,925 Md€ en vue de financer la régénération ferroviaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -38,412 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,853 Md€ et des recettes pour 4,947 Md€ (dont 4,098 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales);

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 2,611 Md€ (dont 2,006 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 2,606 Md€ (dont 2,062 Md€ au titre d'abondements par le budget général).

Le solde des comptes spéciaux à fin septembre 2024 s'élève à -38,412 Md€ contre -37,439 Md€ à fin septembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,973 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des

comptes de concours financiers de -0,807 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -0,826 Md€, principalement en raison d'une hausse des dépenses plus dynamique que celle des recettes à ce stade).

Dettes financières de l'Etat au 30 septembre 2024 : 2 646,749 Md€

La dette financière est en augmentation de 185,399 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +161,768 Md€

et des BTF pour +26,494 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,863 Md€).



	Mois	Cumul à fin septembre		Ecart cumul	
	Septembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-1 877	-173 783	-185 551	-186 123	11 768
Dépenses du budget général (nettes)	31 784	335 893	335 336	335 695	557
Recettes du budget général (nettes)	36 466	200 522	187 225	187 011	13 297
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	5 138	48 939	49 906	49 906	-967
- IS *	14 660	40 640	39 001	39 001	1 639
- TICPE	1 586	12 054	12 173	12 285	-119
- TVA	6 669	74 034	73 833	73 515	201
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 560	-38 412	-37 439	-37 439	-973

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	220	157 579
Dette financière de l'Etat	22 972	2 646 749

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre			Ecart cumul
	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité	
unité : million d'€. Septembre					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	12 205	114 310	106 703	106 715	7 607
Dépenses de fonctionnement	4 036	60 825	58 020	57 984	2 805
Charges de la dette de l'Etat	2 062	37 313	42 411	42 411	-5 098
Dépenses d'investissement	855	15 072	13 878	13 929	1 194
Dépenses d'intervention	12 580	105 717	111 126	111 458	-5 409
Dépenses d'opérations financières	46	1 519	2 122	2 122	-603
Total des dépenses (nettes) (I)	31 784	335 893	335 336	335 695	557
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	39 910	227 728	225 145	224 939	2 584
Recettes non fiscales	795	18 169	9 568	9 568	8 601
Prélèvements sur recettes	-5 212	-51 256	-52 572	-52 580	1 315
Fonds de concours et attributions de produits	973	5 882	5 084	5 084	797
Total des recettes (nettes) (II)	36 466	200 522	187 225	187 011	13 297
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	41 679	251 778	239 796	239 591	11 982
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	4 682	-135 371	-148 112	-148 684	12 740
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-395	-1 720	-1 899	-1 899	180
Solde des comptes de concours financiers	-6 246	-36 991	-36 184	-36 184	-807
Solde des comptes de commerce	56	230	536	536	-307
Solde des comptes d'opérations monétaires	24	-350	801	801	-1 151
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-6 560	-38 412	-37 439	-37 439	-973
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-1 877	-173 783	-185 551	-186 123	11 768



	Mois	Cumul à fin septembre			Ecart cumul
	Septembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 205	114 310	106 703	106 715	7 607
Rémunérations d'activité	7 138	67 014	61 627	61 635	5 387
Cotisations et contributions sociales	4 960	46 368	44 223	44 227	2 145
Prestations sociales et allocations diverses	106	928	853	853	75
AUTRES TITRES	19 580	221 583	228 633	228 981	-7 050
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 036	60 825	58 020	57 984	2 805
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 084	33 257	31 473	31 436	1 784
Subventions pour charges de service public	1 952	27 567	26 547	26 549	1 021
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	2 062	37 313	42 411	42 411	-5 098
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	2 062	37 313	42 411	42 411	-5 098
Titre 5 - Dépenses d'investissement	855	15 072	13 878	13 929	1 194
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	593	11 270	10 277	10 287	994
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	261	3 802	3 602	3 642	200
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	12 580	105 717	111 126	111 458	-5 409
Transferts aux ménages	5 449	45 200	46 086	46 067	-885
Transferts aux entreprises	3 284	26 436	31 983	31 982	-5 547
Transferts aux collectivités territoriales	1 077	11 322	11 080	11 348	242
Transferts aux autres collectivités	2 771	21 437	20 874	20 957	563
Appels en garantie	0	1 322	1 103	1 103	218
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	46	1 519	2 122	2 122	-603
Prêts et avances	0	1	20	20	-18
Dotations en fonds propres	46	701	842	842	-141
Dépenses de participations financières	0	817	1 260	1 260	-443
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	31 784	335 893	335 336	335 695	557



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2024		Cumul à fin septembre 2023 retraité	Cumul à fin septembre 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	134	142	2 654	2 460	2 332	2 328	129
Action de la France en Europe et dans le monde	91	102	1 658	1 588	1 501	1 502	87
Diplomatie culturelle et d'influence	18	18	702	584	540	540	44
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	23	294	288	291	287	-2
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	330	369	4 035	3 297	3 100	3 300	197
Administration territoriale de l'Etat	215	215	1 887	1 923	1 861	1 854	62
Vie politique	13	24	200	180	158	154	22
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	101	129	1 949	1 193	1 081	1 292	113
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	561	559	3 020	2 657	2 235	2 245	423
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	441	414	1 637	1 342	939	938	403
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	71	55	575	510	475	474	35
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	52	453	450	420	431	30
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	38	355	355	401	401	-46
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	-1	0	1
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	401	140	3 839	3 526	4 018	4 018	-492
Aide économique et financière au développement	33	41	1 463	1 178	1 602	1 602	-423
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	150	150	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	369	99	2 226	2 197	2 266	2 266	-68
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	4	3	1 541	1 501	1 504	1 504	-3
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	3	3	1 464	1 428	1 431	1 431	-2
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	73	74	74	-1
COHESION DES TERRITOIRES	254	1 986	17 233	15 910	14 940	14 941	970
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	175	194	2 290	1 919	1 822	1 822	97
Aide à l'accès au logement	0	1 653	13 223	12 414	11 663	11 663	751
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	23	63	1 022	898	770	772	127
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	12	18	252	226	207	206	19
Politique de la ville	35	50	392	363	381	382	-17
Interventions territoriales de l'Etat	10	8	53	90	97	97	-7
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	58	62	615	645	584	576	61
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	38	42	384	414	362	354	52
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	20	187	187	177	177	9
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	179	244	3 420	2 910	2 568	2 590	342
Patrimoines	45	68	1 214	864	730	728	134
Création	23	46	880	824	696	714	127
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	45	61	694	601	559	564	42
Soutien aux politiques du ministère de la culture	66	69	632	622	583	585	39
DEFENSE	3 233	3 591	40 032	46 866	42 115	42 133	4 751
Environnement et prospective de la politique de défense	158	110	2 066	1 525	1 506	1 508	19
Préparation et emploi des forces	611	925	10 352	12 158	9 858	9 868	2 299
Soutien de la politique de la défense	1 852	1 888	18 866	19 037	17 803	17 811	1 234
Equipement des forces	611	667	8 748	14 147	12 947	12 947	1 200
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	54	59	725	691	653	622	38
Coordination du travail gouvernemental	48	54	621	596	562	531	34
Protection des droits et libertés	6	6	105	95	91	90	4
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	877	1 656	18 471	17 284	28 075	28 092	-10 791
Infrastructures et services de transports	314	511	6 423	6 685	6 198	6 203	486
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	13	44	209	201	246	244	-45
Paysages, eau et biodiversité	23	52	351	270	201	204	69
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	463	460	446	448	14
Prévention des risques	16	30	1 146	950	755	756	195
Energie, climat et après-mines	112	113	3 230	2 900	4 028	4 031	-1 127
Service public de l'énergie	43	632	3 276	3 232	13 345	13 345	-10 113
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	226	236	2 319	2 333	2 231	2 237	102
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	493	493	-493
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	130	38	1 054	252	132	132	120



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2024		Cumul à fin septembre 2023 retraité	Cumul à fin septembre 2023 consommé	Ecart cumul 2024 / 2023 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	106	169	3 922	3 580	2 848	2 815	732
Développement des entreprises et régulations	54	98	2 918	2 504	2 080	2 078	424
Plan "France Très haut débit"	0	0	55	194	-120	-151	314
Statistiques et études économiques	39	32	347	345	336	336	9
Stratégies économiques	13	39	602	538	553	553	-15
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	2 087	2 190	38 805	45 457	49 855	49 855	-4 397
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	2 056	2 056	36 908	36 908	41 919	41 919	-5 011
Appels en garantie de l'Etat	0	0	1 396	1 396	1 219	1 219	177
Epargne	25	30	96	96	51	51	45
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	6	6	405	405	0	0	405
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	97	0	177	80	80	97
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 475	6 586	6 586	-112
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 566	6 641	64 926	64 783	60 311	60 311	4 472
Enseignement scolaire public du premier degré	2 187	2 187	20 014	20 003	18 800	18 800	1 203
Enseignement scolaire public du second degré	2 950	3 018	28 629	28 619	26 694	26 700	1 925
Vie de l'élève	537	494	6 176	6 092	5 602	5 586	490
Enseignement privé du premier et du second degrés	585	601	6 766	6 751	6 173	6 173	578
Soutien de la politique de l'éducation nationale	210	235	2 108	2 086	1 927	1 937	159
Enseignement technique agricole	96	106	1 234	1 231	1 115	1 115	116
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	780	824	7 869	7 784	7 641	7 628	143
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	610	630	5 881	5 849	5 757	5 741	92
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	45	62	703	708	687	688	21
Facilitation et sécurisation des échanges	125	131	1 286	1 227	1 197	1 200	29
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	89	172	1 256	1 368	1 310	1 338	58
Immigration et asile	33	112	1 005	1 117	1 088	990	28
Intégration et accès à la nationalité française	56	60	251	251	222	348	29
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	104	6	589	4 412	3 705	3 705	708
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	130	80	80	50
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	23	23	-23
Financement des investissements stratégiques	104	6	194	3 230	1 802	1 802	1 428
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	395	1 052	1 800	1 800	-748
JUSTICE	774	837	8 431	8 735	8 338	8 339	397
Justice judiciaire	311	307	3 318	3 251	3 021	3 022	230
Administration pénitentiaire	313	351	3 245	3 610	3 407	3 406	203
Protection judiciaire de la jeunesse	62	84	824	795	767	767	28
Accès au droit et à la justice	53	55	548	547	632	632	-86
Conduite et pilotage de la politique de la justice	34	40	492	529	507	507	22
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	4	3	3	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	9	28	590	463	453	451	11
Presse et médias	8	5	266	235	244	244	-9
Livre et industries culturelles	1	22	324	228	209	207	20
OUTRE-MER	174	84	2 159	1 666	1 672	1 672	-7
Emploi outre-mer	22	27	1 293	1 078	1 212	1 212	-134
Conditions de vie outre-mer	152	57	866	587	460	460	127
PLAN DE RELANCE	-58	84	-37	1 169	2 844	2 844	-1 676
Écologie	-25	75	-27	887	1 924	1 924	-1 037
Compétitivité	8	8	32	226	439	439	-213
Cohésion	-41	2	-42	55	481	481	-426
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2024		Cumul à fin septembre 2023 retraité	Cumul à fin septembre 2023 consommé	Ecart cumul 2024 / 2023 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	436	2 076	29 010	24 866	24 089	24 090	777
Formations supérieures et recherche universitaire	57	63	14 757	12 663	12 435	12 429	228
Vie étudiante	301	377	3 029	2 496	2 186	2 190	310
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	58	1 515	6 887	5 870	5 462	5 467	408
Recherche spatiale	0	0	1 607	1 226	1 387	1 386	-160
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	76	1 659	1 673	1 606	1 607	67
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	24	598	509	591	591	-81
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	141	113	115	115	-2
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	21	332	315	307	306	8
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	451	5 638	5 046	5 091	5 073	-45
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	364	3 928	3 564	3 523	3 525	41
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	721	590	669	669	-79
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	88	989	891	898	880	-7
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	106	217	3 368	3 008	2 947	3 212	61
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	81	190	3 086	2 812	2 787	3 054	25
Concours spécifiques et administration	25	27	282	195	160	158	36
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 149	9 154	118 490	118 478	114 183	114 183	4 295
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 768	8 772	115 045	115 032	110 733	110 733	4 299
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	382	382	3 445	3 445	3 450	3 450	-4
SANTE	10	1 114	2 754	2 321	2 746	2 746	-424
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	10	47	388	318	259	259	59
Protection maladie	0	0	1 117	936	942	942	-6
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	1 068	1 249	1 068	1 544	1 544	-477
SECURITES	1 931	2 058	18 795	18 344	17 068	16 913	1 276
Police nationale	998	1 048	9 773	9 712	9 034	8 929	678
Gendarmerie nationale	890	912	8 264	7 990	7 532	7 497	458
Sécurité et éducation routières	4	6	57	48	33	29	16
Sécurité civile	39	92	701	594	470	458	124
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	216	3 054	29 301	22 547	22 406	22 405	142
Inclusion sociale et protection des personnes	124	1 053	13 209	10 767	10 452	10 451	315
Handicap et dépendance	39	1 946	14 962	10 759	10 966	10 966	-207
Egalité entre les femmes et les hommes	5	6	52	48	31	31	18
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	48	49	1 078	973	958	957	15
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	28	103	1 253	1 188	1 236	1 235	-48
Sport	14	14	472	360	412	412	-52
Jeunesse et vie associative	14	89	737	695	605	605	90
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	44	133	219	219	-86
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	39	47	520	594	499	558	95
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	24	21	220	282	244	244	38
Transformation publique	8	7	59	92	63	95	29
Innovation et transformation numériques	1	1	27	17	4	4	12
Fonction publique	3	13	178	168	155	183	13
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	35	35	32	32	3
TRAVAIL ET EMPLOI	586	2 438	18 847	16 231	13 629	13 629	2 602
Accès et retour à l'emploi	414	527	5 442	5 348	5 010	5 010	338
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	110	1 854	12 710	10 285	8 042	8 042	2 243
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	4	2	163	70	71	71	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	55	532	528	507	507	21
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	29 216	40 556	453 210	450 926	446 070	446 428	4 856
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	20 448	31 784	338 165	335 893	335 336	335 695	557

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin septembre			Ecart cumulé
		2024	2023 retraité	2023 exécuté	
unité : million d'€.	Septembre				
Impôt sur le Revenu (A)	6 753	73 558	72 728	72 728	829
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	1 965	3 273	3 077	3 077	195
Impôt sur les sociétés (C)	16 067	64 644	62 190	62 190	2 454
Impôt sur les sociétés	15 660	63 016	61 109	61 109	1 907
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	280	1 169	1 062	1 062	106
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	127	460	19	19	441
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	7 269	23 589	24 964	24 964	-1 374
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	61	1 172	1 079	1 079	93
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	61	3 822	4 242	4 242	-420
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	170	170	-170
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	1 678	2 127	1 873	1 873	254
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	2	157	228	228	-71
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	18	15	15	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	26	24	24	2
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	98	81	81	17
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	4	225	212	212	13
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	3 645	10 372	9 934	9 934	438
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	0	432	411	411	21
Taxe d'habitation sur les résidences principales	7	79	442	442	-363
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	1 638	4 190	5 662	5 662	-1 472
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	1	1	1	0
Recettes diverses	160	870	586	586	283
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 696	13 675	13 659	13 771	16
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	12 275	133 840	132 249	131 932	1 591
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 658	30 182	27 010	27 010	3 172
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	44	325	380	380	-55
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	170	151	151	18
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1	-1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	52	73	73	-21
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	319	3 241	2 785	2 785	456
Mutations à titre gratuit par décès	1 185	11 409	11 748	11 748	-339



	Mois		Cumul à fin septembre		Ecart cumulé
	Septembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Contribution de sécurité immobilière	52	505	590	590	-85
Autres conventions et actes civils	24	358	327	327	30
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	36	435	448	448	-13
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	35	356	324	324	32
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	13	175	144	144	31
Timbre unique	46	236	320	320	-84
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	40	629	550	550	80
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	28	1 112	557	557	555
Autres taxes intérieures	367	4 703	2 100	2 100	2 603
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4	0
Amendes et confiscations	4	31	31	31	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	0	86	603	603	-516
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débiteurs de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	2	37	47	47	-10
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	168	166	166	1
Autres droits et recettes à différents titres	0	50	0	0	50
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	35	36	36	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	15	18	18	-3
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	558	560	560	-2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	22	23	23	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	219	2 103	1 897	1 897	206
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	100	728	713	713	15
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	306	305	305	1
Prélèvement sur les paris sportifs	80	721	611	611	111
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	87	86	86	1
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	-46	887	783	783	104
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	42	639	629	629	10
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	48 683	342 761	335 878	335 673	6 883
TOTAL GENERAL (net)	39 910	227 728	225 145	224 939	2 584

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin septembre			Ecart cumulé
	Septembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	6	3 761	2 703	2 703	1 058
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	662	712	712	-51
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	6	2 248	1 977	1 977	270
Autres dividendes et recettes assimilées	0	851	13	13	838
Produits du domaine de l'Etat (B)	206	1 417	1 005	1 005	412
Revenus du domaine public non militaire	163	815	347	347	468
Autres revenus du domaine public	1	2	4	4	-2
Revenus du domaine privé	37	274	339	339	-65
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	4	324	314	314	10
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	2	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	283	1 528	2 030	2 030	-502
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	59	367	391	391	-24
Autres frais d'assiette et de recouvrement	74	699	777	777	-78
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	2	7	7	7	-1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3	-1
Autres recettes diverses	148	453	852	852	-399
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	114	622	453	453	169
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	91	315	260	260	55
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	9	8	8	1
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	8	35	27	27	8
Intérêts des autres prêts et avances	1	137	56	56	81
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	13	89	62	62	27
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	24	34	34	-9



	Mois	Cumul à fin septembre			Ecart cumulé
		2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.	Septembre			
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	77	1 414	1 190	1 190	224
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	4	467	143	143	324
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	5	80	219	219	-138
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	8	10	10	-2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	65	802	761	761	41
Frais de poursuite	0	4	5	5	-1
Frais de justice et d'instance	1	5	6	6	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	3	2	2	1
Divers (F)	109	9 427	2 187	2 187	7 240
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	341	533	533	-192
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	249	421	421	-173
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	24	214	175	175	39
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	10	10	10	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	4	4	1
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	4	5	5	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	5	5	0
Récupération d'indus	6	79	129	129	-50
Recouvrements après admission en non-valeur	11	87	82	82	6
Divers versements de l'Union européenne	0	7 483	0	0	7 483
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	30	68	29	29	39
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	4	38	26	26	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2	-2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	14	307	338	338	-31
Produits divers	-1	3	22	22	-20
Autres produits divers	18	534	406	406	129
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	795	18 169	9 568	9 568	8 601



	Mois		Cumul à fin septembre		Ecart cumul
	Septembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 396	-35 029	-34 104	-34 112	-926
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 070	-21 124	-20 940	-20 947	-184
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-2	-2	-2	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-4	-6	-6	3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-318	-5 652	-5 297	-5 297	-355
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-41	-666	-633	-633	-33
Dotation élu local	0	-121	-108	-108	-13
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-26	-29	-29	3
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-2	-4	2
Dotation départementale d'équipement des collèges	-38	-323	-324	-324	1
Dotation régionale d'équipement scolaire	-203	-661	-605	-605	-57
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-225	-2 097	-2 159	-2 159	62
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-10	-332	-333	-333	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-6	-3	-3	-4
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-80	-80	-80	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-2	-226	-258	-258	33
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-48	-48	0	0	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-82	-81	-81	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-68	-68	-68	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	1	30	30	-29
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-409	-3 410	-3 198	-3 198	-212
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin septembre		Ecart cumul
	Septembre	2024	2023 retraité	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	0	1	0	1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	-1	-27	0	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	-24	0	-24
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	-50	0	-50
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 816	-16 227	-18 468	2 241
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 212	-51 256	-52 572	1 315
Fonds de concours et attributions de produits				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	609	4 958	4 501	456
Fonds de concours - coopération internationale	364	924	583	341
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	973	5 882	5 084	797

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



Situation Mensuelle
de l'Etat
Septembre 2024

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de septembre		Cumul à fin septembre									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 584	5 189	59 342	63 675	63 675	57 623	61 776	61 776	-1 720	-1 899	-1 899	180	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	21	148	841	759	759	1 533	1 489	1 489	692	730	730	-38	
Développement agricole et rural	31	6	89	89	89	142	144	144	53	55	55	-2	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	31	31	226	207	207	282	283	283	57	77	77	-20	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	19	18	199	321	321	235	365	365	36	44	44	-9	
Participations financières de l'Etat	60	22	8 200	15 156	15 156	7 476	12 900	12 900	-724	-2 256	-2 256	1 532	
Pensions	5 422	4 965	49 787	47 144	47 144	47 955	46 595	46 595	-1 832	-549	-549	-1 283	
Comptes de concours financiers	11 341	5 095	102 109	97 431	97 431	65 118	61 247	61 247	-36 991	-36 184	-36 184	-807	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	330	0	2 987	2 862	2 862	5	59	59	-2 982	-2 803	-2 803	-179	
Avances aux collectivités territoriales	10 853	4 947	96 781	92 451	92 451	62 719	59 214	59 214	-34 063	-33 237	-33 237	-826	
Prêts à des Etats étrangers	70	10	478	479	479	450	332	332	-28	-148	-148	120	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	87	6	283	418	418	138	272	272	-145	-146	-146	1	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	132	1 580	1 220	1 220	1 807	1 370	1 370	227	150	150	77	
Comptes de commerce	2 838	2 894	45 378	50 986	50 986	45 608	51 523	51 523	230	536	536	-307	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	63	186	668	767	767	911	832	832	243	66	66	177	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	15	156	147	147	144	134	134	-11	-13	-13	2	
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 152	2 163	2 163	1 152	2 163	2 163	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	43	61	556	516	516	638	577	577	82	61	61	20	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	2 611	2 606	41 666	45 989	45 989	41 670	45 992	45 992	4	4	4	1	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	4	0	8	5	5	4	4	4	-4	-2	-2	-2	
Opérations commerciales des domaines	5	7	53	51	51	82	85	85	28	34	34	-6	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	4	24	23	23	24	23	23	0	0	0	0	
Soutien financier au commerce extérieur	95	14	1 096	1 325	1 325	984	1 712	1 712	-112	387	387	-499	
Comptes d'opérations monétaires	0	25	704	148	148	354	949	949	-350	801	801	-1 151	
Emission des monnaies métalliques	0	25	100	68	68	175	196	196	75	128	128	-52	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	594	52	52	176	745	745	-418	694	694	-1 112	
Pertes et bénéfices de change	0	0	10	28	28	3	8	8	-6	-20	-20	14	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	19 763	13 203	207 534	212 240	212 240	168 703	175 495	175 495	-38 830	-36 745	-36 745	-2 085	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	19 763	13 203	206 940	212 189	212 189	168 528	174 749	174 749	-38 412	-37 439	-37 439	-973	



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-99	356
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	412	6 327
		Total organismes à caractère financier	6 381	312	6 693
	CEPL	Régions	1 768	-82	1 686
		Départements	8 968	-2 451	6 517
		Communes	31 023	-1 922	29 102
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-935	18 459
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	-190	2 051
		Autres	9 692	-55	9 637
		Total CEPL	73 086	-5 634	67 452
	Etablissements publics de santé	8 361	-1 538	6 823	
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	-1 242	19 730
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	-93	19 670
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	1 487	6 805
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	116	2 630
		Total établissements publics nationaux	48 568	267	48 835
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	7 564	-992	6 572	
	Union européenne	3 650	-151	3 499	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	58	6 122	
	GIP	2 103	75	2 177	
	EPLÉ	2 773	426	3 200	
	Autres correspondants	3 321	-692	2 628	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	-131	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 392	-264	14 128		
Total Dépôts de fonds du Trésor	162 003	-8 000	154 003		
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	911	3 331	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	135	245	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	-33	0	
	Total Comptes à terme	2 563	1 013	3 576	
Total Passif (A)		164 566	-6 987	157 579	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	-6 987	157 579	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	188 262	2 618 246
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	161 768	2 422 535
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	161 768	2 422 535
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 989 405	134 306	2 123 711
- <i>taux variable</i>	271 362	27 462	300 824
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	26 494	195 711
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	26 494	195 711
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-2 863	28 503
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	185 399	2 646 749



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.